

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	11
PRINCIPALES ABRÉVIATIONS.....	15
SOMMAIRE	17
INTRODUCTION GÉNÉRALE	19
1° Aux Archives nationales du Sénégal	30
2° Aux Archives d'Outre-Mer.....	31

PREMIÈRE PARTIE LE CRÉDIT À L'INDIGÈNE PAR LES GRANDES MAISONS DE COMMERCE COLONIALES

TITRE I – Le monopole du capital par les grandes maisons de commerce	53
CHAPITRE I – La mainmise sur les revenus de l'arachide	59
Section 1 – Le commerce de l'arachide.....	66
§ 1. L'utilité du produit	66
I. Un produit de culture.....	66
II. Les paysans	68
§ 2. Le rôle de l'arachide dans l'économie coloniale.....	70
I. L'importance de l'arachide	70
A/ De 1840 à 1885	70
B/ De 1885 à la veille de la Deuxième Guerre Mondiale	73
II. Le soutien de l'administration coloniale.....	75
A/ Les actions politique et administrative de l'autorité coloniale	75
1. L'action politique.....	76
2. L'action administrative.....	78
B/ Les rapports entre l'administration et les maisons de commerce	83
Section 2 – Les problèmes du commerce colonial.....	87
§ 1. L'intermédiation des traitants	87
I. La lutte entre les grandes maisons de commerce et les traitants	88
A/ Au niveau de la traite de la gomme.....	88
1. La position du problème.....	88
2. La résolution du problème.....	98
B/ Dans le cadre de la traite de l'arachide	104
1. Les Libano-Syriens.....	105
2. Intermédiaires privilégiés	106
II. Le statut des traitants	110

A/ Les différentes catégories de traitants	111
1. Les traitants indépendants	111
2. Les traitants salariés.....	112
3. Les traitants débiteurs.....	113
B/ La distinction entre commerçant et traitant.....	114
§ 2. Le crédit aux traitants.....	116
I Le rôle du crédit.....	117
A/ Pour les maisons de commerce.....	117
B/ En ce qui concerne les traitants	118
II. Les risques du crédit.....	119
A/ La sous-traitance	120
B/ Le recours à l'autorité coloniale	124
CHAPITRE II – L'appui financier des banques coloniales aux grandes	
maisons de commerce.....	129
Section 1 – L'organisation des banques coloniales.....	131
§ 1. La constitution des banques coloniales.....	133
I. La banque du Sénégal.....	133
A/ Les origines de la Banque du Sénégal.....	133
B/ La création de la Banque du Sénégal	135
II. La banque de l'Afrique occidentale française.....	138
A La liquidation de la banque du Sénégal.....	138
B/ La création de la banque de l'Afrique occidentale française... 140	
§ 2. Les opérations statutaires des banques coloniales.....	143
I. Les opérations prévues par les statuts des banques	
coloniales	143
A/ L'escompte d'effets de commerce	144
B/ Les prêts sur marchandises et sur matières d'or et d'argent.... 145	
C/ La fourniture de mandats.....	147
II. Les opérations interdites aux banques coloniales.....	148
A/ Le principe d'interdiction	148
1. Les prêts hypothécaires	148
2. Les prêts sur récoltes pendantes.....	149
B/ Les motifs d'interdiction.....	151
1. Les motifs d'interdiction d'ordre général.....	151
2. Les motifs particuliers aux crédits hypothécaires.....	153
Section 2 – Les atteintes au fonctionnement.....	157
des banques coloniales	157
§ 1. Le rôle de fournisseur de numéraire des banques coloniales.....	158
I. Les atteintes indirectes	160
A/ Le recours au crédit métropolitain.....	160
B/ L'utilisation exceptionnelle du crédit bancaire local.....	161
II. Les atteintes directes au rôle de fournisseur de numéraire	164
A/ Les prêts bancaires et la défaillance des débiteurs	165
B/ Les procédés de remboursement	171
1. Les demandes de remboursement	172
2. La réaction des banquiers	173
§ 2. L'intervention de l'administration coloniale.....	174

I.	Les rapports entre l'administration et les banques coloniales ..	175
II.	Les domaines d'intervention de l'administration coloniale.....	177
A/	L'émission réglementaire	178
1.	La délivrance des traites du Trésor	181
2.	Les mesures exceptionnelles de sortie de crise.....	181
B/	La circulation des billets de banque	182
1.	La solution préconisée par l'autorité coloniale.....	183
2.	La pratique bancaire	185
TITRE II –	Les pratiques usuraires de crédit.....	191
CHAPITRE I –	L'impossible pratique du crédit hypothécaire.....	197
Section 1 –	La tenure coutumière de la terre.....	197
§ 1.	La propriété collective de la terre	198
§ 2.	Les conséquences juridiques de la propriété collective	200
Section 2 –	L'immatriculation	202
§ 1.	La procédure d'immatriculation	209
§ 2.	L'inefficacité de l'immatriculation.....	212
CHAPITRE II –	Les crédits d'hivernage.....	221
Section 1 –	Les modes de crédits d'hivernage	222
§ 1.	Les différentes sortes de crédits.....	223
I.	Les crédits en nature.....	223
A/	Les crédits en marchandises	223
B/	Les prêts en semences.....	224
II.	Les crédits en numéraire.....	225
A/	La pratique des crédits en numéraire.....	225
B/	Les utilisations des crédits en numéraire	226
§ 2.	Les justifications des crédits d'hivernage.....	226
I.	L'imprévoyance de l'indigène	226
II.	Les phénomènes naturels.....	227
Section 2 –	La mise en oeuvre des crédits d'hivernage	228
§ 1.	Les pratiques d'hivernage	228
I.	Les intérêts pratiqués.....	229
II.	Les pratiques de commerce	234
§ 2.	Les autres pratiques contractuelles	240
I.	Le contrat de transport en caravane	241
II.	Le contrat de service du « nawétane ».....	243
CHAPITRE III –	Les prêts sur gages.....	247
Section 1 –	La pratique abusive des prêts sur gages	249
§ 1.	Le régime primitif des prêts sur gages.....	249
I.	La pratique des prêts sur gage à Saint-Louis.....	250
II.	L'extension de la pratique au commerce de l'arachide.....	252
A/	Avant 1862	252
B/	À partir de 1862	254
§ 2.	Le nouveau régime des prêts sur gages	256
I	Le régime de 1919	256

A/ Les conditions de pratique des prêts sur gages	257
1. L'autorisation administrative	257
2. La tenue d'un registre spécial.....	257
B/ La réalisation des prêts sur gages	258
1. Le remboursement du prêt.....	259
2. La mise en vente des objets gagés.....	259
II. L'impuissance de la réglementation locale.....	263
A/ Les abus commis par les maisons de commerce.....	263
1. Les abus relatifs aux objets mis en gage.....	263
2. Les irrégularités de forme.....	265
Section 2 – La tentative de mise en place des Monts-de-Piété.....	267
§ 1. La présentation des avis sur la question des Monts-de-Piété.....	269
I. Les avis favorables	269
II. Les avis défavorables	270
§ 2. Les obstacles à la mise en place des Monts-de-Piété.....	272
I. Les problèmes d'ordre financier	272
II. Les problèmes d'ordre pratique	273

SECONDE PARTIE
LE CRÉDIT À L'INDIGÈNE PAR LES SOCIÉTÉS INDIGÈNES
DE PRÉVOYANCE

TITRE I – L'organisation des sociétés indigènes de prévoyance..... 285

CHAPITRE I – La réglementation des sociétés indigènes de prévoyance.....	291
Section 1 – Le système de 1910.....	291
§ 1. Les principes fondamentaux d'organisation des S.I.P.....	292
I. Le caractère facultatif de l'adhésion aux sociétés de prévoyance	292
II. Le principe d'administration des sociétés indigènes de prévoyance	293
III. La compétence des tribunaux indigènes	294
§ 2. Les attributions des sociétés indigènes de prévoyance	298
I. En matière de production	298
II. En matière d'assistance mutuelle.....	299
Section 2 – Les modifications apportées au système de 1910.....	299
§ 1. Les atteintes aux principes de base du système de 1910	300
I. Le caractère obligatoire de l'adhésion et la tutelle administrative	300
A/ Le caractère obligatoire de l'adhésion	300
B/ La tutelle administrative	304
II. La modification du principe de compétence en matière juridictionnelle.....	307
§ 2. L'extension des attributions des sociétés de prévoyance en matière de production.....	310
I. La constitution du fonds commun des sociétés de prévoyance	312

II. La nouvelle attribution du décret du 9 novembre 1933	313
A/ Les avantages liés à l'organisation de la vente	313
B/ La réaction du commerce colonial	315
CHAPITRE II – La nature juridique des sociétés indigènes de prévoyance.....	319
Section 1 – L'établissement et le service publics en droit français	320
§ 1. La distinction entre personnes de droit public et personnes de droit privé.....	320
I. Les prérogatives de puissance publique.....	321
II. Les limites de la distinction.....	322
§ 2. Le tribunal compétent.....	325
Section 2 – La situation juridique des sociétés indigènes de prévoyance dans les colonies d'Afrique.....	326
§ 1. La divergence de points de vue des maisons de commerce et de l'administration coloniale.....	327
I. En matière contractuelle.....	327
II. En matière législative	330
§ 2. La position de la jurisprudence.....	331
I. L'arrêt de la Cour d'appel de l'A.O.F du 2 juin 1933.....	331
II. L'arrêt du Conseil d'État du 20 décembre 1935	334
§ 3. Observations des solutions envisagées	338
TITRE II – L'activité des sociétés indigènes de prévoyance.....	345
CHAPITRE I – Un système de crédit bienfaisant.....	349
Section 1 – Les opérations de crédit des sociétés de prévoyance.....	352
§ 1. Les prêts en nature.....	353
I. La distribution des semences ou des biens de consommation	353
II. Le remboursement des prêts en nature	354
A/ L'intérêt des prêts en nature	354
B/ Les modalités de remboursement des prêts en nature	355
§ 2. Les prêts en espèces	358
I. Les prêts exceptionnels en espèces	358
A/ Le mécanisme des prêts exceptionnels en espèces	358
B/ Le caractère exceptionnel des prêts en espèces	359
II. Les prêts mutuels agricoles	360
Section 2 – Les sociétés indigènes de prévoyance et le crédit agricole	362
§ 1. L'organisation du crédit agricole.....	362
I. Le crédit agricole métropolitain.....	363
A/ Le crédit agricole mutuel.....	363
1. Le système de crédit agricole de 1894	364
2. Le système de crédit agricole de 1920.....	369
B/ Le crédit agricole coopératif.....	374
II. Le crédit agricole colonial.....	377
A/ La nature juridique du crédit agricole colonial	378
B/ Les établissements de crédit agricole colonial.....	379

1.	Les caisses locales de crédit agricole.....	379
2.	Les caisses centrales de crédit agricole.....	381
§ 2.	Les systèmes de crédit agricole à l'indigène.....	383
I.	Le système de crédit agricole individuel.....	383
A/	Les conditions d'attribution du crédit agricole individuel.....	384
B/	Le maintien ou non des prêts mutuels agricoles des sociétés de prévoyance.....	387
II.	Le système de crédit agricole collectif.....	391
A/	L'engagement conjoint et solidaire.....	392
B/	Les autres conditions du crédit agricole.....	396
§ 3.	Observations générales sur l'activité des S.I.P.	399
CHAPITRE II – Un système de crédit défaillant.....		405
Section 1 – La violation des dispositions législatives et statutaires.....		406
§ 1.	Les abus commis.....	406
I.	La mise en cause de l'autorité administrative.....	406
A/	Le principe de distribution des semences ou des produits vivriers.....	406
B/	L'assouplissement du principe.....	408
II.	La mise en cause de certains chefs indigènes.....	409
A/	La pratique abusive.....	409
B/	Les explications.....	412
§ 2.	La déformation de l'organisation par une emprise administrative.....	415
I.	Le comportement autocratique du président de la société de prévoyance.....	416
II.	L'utilisation abusive des fonds des sociétés de prévoyance.....	417
Section 2 – L'impunité des fautes commises.....		420
§ 1.	La tolérance de l'administration.....	420
I.	Les considérations d'ordre politique.....	420
II.	Les considérations d'ordre économique.....	425
§ 2.	Les interventions de certaines autorités politiques.....	427
CONCLUSION GÉNÉRALE.....		431
Sources.....		461
Bibliographie.....		473
Table des matières.....		493